

# Le Trait d'Union



BULLETIN TRIMESTRIEL - AVRIL 2015



« **À l'occasion du vingtième anniversaire du Programme d'action de Beijing**, il nous faut combler les écarts en faveur des femmes et des filles, et y remédier dans le cadre du nouvel Agenda de développement. », Docteur Koudaogo Ouedraogo, Représentant de l'UNFPA lors de la célébration de la Journée Internationale de la Femme, 8 mars 2015

(Photo: UNFPA Bénin)



<https://www.facebook.com/snubenin>



<https://twitter.com/UNBenin>



<http://bj.one.un.org>

# Sommaire

3

Editorial

Bureau International du Travail - Création d'emploi pour les jeunes et amélioration de l'apprentissage informel

4

5

PNUD - **L'auto emploi** - Une des solutions au chômage des jeunes

PAM – Journée Internationale de la Femme - Les présidentes de comité de gestion des cantines scolaires à l'honneur

6

7

UNCDF - **Projet d'Appui à la Décentralisation**, à la Déconcentration et au Développement Economique Local - Pour une amélioration durable de la sécurité alimentaire

UNESCO - L'enseignement et la formation techniques et professionnels à l'Agenda

8

9

UNHCR - Bénin, premier pays d'Afrique engagé dans la lutte contre l'apatridie

Evènements - Agenda

10, 11

12

UNFPA - Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) - Le Bénin réaffirme son engagement

OMS – Journée Mondiale de la Santé - Assurer la sécurité sanitaire de nos aliments pour garantir notre santé

13

14

UNICEF - Angélique Kidjo s'engage en faveur des enfants déscolarisés du Bénin

ONUSIDA - Mobiliser 163 millions de dollars US auprès du Fonds Mondial

15

16

FAO - Grippe aviaire - Une mission pour évaluer l'état des lieux au Bénin

SNU Bénin - Le personnel du trimestre

17-19

# Editorial



Le Système des Nations Unies (SNU) appuie le Gouvernement du Bénin dans la mise en œuvre de sa Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP) d'une manière plus cohérente et plus harmonisée, à travers le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF) 2014-2018. Les interventions des agences du SNU au Bénin, résidentes et non résidentes, sont structurées autour de six axes principaux, à savoir : (i) croissance inclusive, emploi, sécurité alimentaire, égalité du genre et protection sociale ; (ii) santé y compris VIH/SIDA, maladies non transmissibles, nutrition, planification familiale, assainissement de base ; (iii) éducation de base ; (iv) protection contre la vulnérabilité sociale, les violences et les abus ; (v) gouvernance, participation et décentralisation ; (vi) environnement, gestion des crises et catastrophes et changements climatiques. »

Dans le cadre de leur partenariat, le Gouvernement et le SNU ont signé le 13 février 2015, le plan de travail annuel 2015 de l'UNDAF. Cette signature constitue une étape importante étant donné que ce plan de travail permettra de concrétiser au mieux les engagements du SNU auprès du Gouvernement. Sa mise en œuvre permettra la réalisation des différents produits attendus pour 2015 et renforcera l'atteinte des Effets attendus pour 2018. Elle contribuera à accélérer les OMD, faciliter l'engagement collectif pour l'agenda post 2015, renforcer les capacités nationales et l'efficacité du développement et promouvoir la culture de résultats au Bénin.

Par ailleurs, le SNU au Bénin a progressé dans la mise en œuvre de la réforme des Nations Unies dénommée « Unis dans l'Action ». Dans ce cadre, le département des opérations a lancé le processus d'élaboration du *Business Operation Strategy (BOS)*, afin d'améliorer la rentabilité et la qualité des processus administratifs parmi lesquels les achats, les TIC, les ressources humaines, la logistique, l'administration et la finance en soutien à la mise en œuvre de l'UNDAF.

Par la relance du présent bulletin, le SNU marque une avancée dans un autre pilier de la réforme, à savoir la communication commune. « Le Trait d'Union » informera de manière continue les partenaires et le public sur les avancées obtenues par le SNU au Bénin dans ses différents domaines d'intervention. Il constitue un trait d'union entre les lecteurs et les différentes agences du Système des Nations Unies, appartenant à une seule entité et visant le même objectif, le

développement. Communiquer par « une voie unique » facilite la cohérence dans les messages et le plaidoyer mené dans les différents domaines, programmatique ou opérationnel. Cela permet également de mener un dialogue d'équipe plus effectif avec le Gouvernement et toutes les parties prenantes et de mettre en valeur les avantages comparatifs du SNU.

J'espère que ce bulletin suscitera en vous l'intérêt de connaître davantage les actions du SNU au Bénin. Je tiens à féliciter l'équipe de rédaction, dont le groupe Info-Com, qui a fourni beaucoup d'efforts pour assurer la production de la première édition de cette année. Je formule le vœu qu'au fur et à mesure, ce bulletin devienne pour vous une source de référence sur nos activités et un outil de dialogue sur les thématiques du développement au Bénin.

Bonne lecture !

Rosine Sori Coulibaly  
Coordonnatrice Résidente, SNU Bénin

## Unis dans l'action au Bénin

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme des Nations Unies « Unis dans l'action », l'Equipe Pays du Bénin s'est résolument engagée au cours de l'année 2014 dans la vulgarisation et la mise en œuvre des *Standards Operating Procedures (SOPs)* qui constituent un ensemble intégré de lignes directrices claires, simples et cohérentes sur la programmation, le leadership, les opérations, le financement et le renforcement de la visibilité des actions communes de développement au niveau des pays, en conformité avec les mandats, règles et procédures des agences des Nations Unies. Les SOPs reposent sur cinq piliers :

**un programme** qui se concrétise à travers l'UNDAF, aligné à la stratégie nationale de développement et appuyé par un plan de travail conjoint et un plan intégré de suivi & évaluation et de recherche.

**un cadre budgétaire commun** qui repose sur l'utilisation stratégique des ressources du SNU et celles provenant des bailleurs, ainsi que la mobilisation conjointes de ressources. A cet égard, une stratégie conjointe de mobilisation de ressources a été élaborée et est en cours de mise en œuvre.

**un leader** représenté par le Coordonnateur Résident et une Equipe Pays soudée qui travaillent dans un esprit de transparence de responsabilité mutuelle, une coordination renforcée pour permettre aux Nations Unies d'atteindre les résultats escomptés.

**des opérations communes**, à travers la mise en place en cours du *Business Operation Strategy* en vue d'améliorer la rentabilité et la qualité des processus administratifs des opérations, à savoir, achats, TIC, ressources humaines, logistique, administration et finance, en soutien à l'UNDAF.

**une communication commune** qui facilite la production de messages et de plaidoyers cohérents ainsi que l'entreprise d'un dialogue stratégique avec la contrepartie nationale et les partenaires.



# Création d'emploi pour les jeunes et amélioration de l'apprentissage informel



Les apprentis avec leurs caisses à outils (Photo: BIT Bénin)

Le Bureau International du Travail (BIT) a mis en œuvre le programme « CEJEDRAO » (Compétences pour l'Emploi des Jeunes et le Développement Rural en Afrique de l'Ouest) grâce à un financement du Royaume du Danemark. L'objectif du programme est d'accroître l'employabilité des jeunes, notamment à travers une stratégie visant à la fois le développement d'une formation professionnelle axée sur le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales et l'amélioration des systèmes d'apprentissage.

## Création d'Emploi

La composante « création d'emplois pour les jeunes » a été principalement axée sur six filières de production (aviculture, aulacodiculture, apiculture, cuniculture, maraîchage et transformation du soja) sélectionnées en accord avec les populations des zones concernées. Ces filières constituant des opportunités économiques locales. Alors qu'il a été prévu 5 433 emplois, le programme a permis de former et d'installer 6 938 jeunes gens et jeunes filles dans des emplois ruraux.

## Amélioration des systèmes d'apprentissage

Le programme a permis d'améliorer l'apprentissage informel. A cet effet, des dialogues sociaux sur ce domaine

ont été tenus. Le contenu de la formation a été amélioré pour mieux répondre au contexte existant. A cela s'ajoutent l'employabilité des sortants du système et la validation d'un modèle d'intervention pour l'amélioration de ce type d'apprentissage. Le programme a bénéficié à 4 885 apprentis pour une prévision de 3 240, et a permis le renforcement de capacités de 2 449 maîtres artisans sur une prévision de 1 777.

Le programme a bénéficié à 4 885 apprentis et a permis le renforcement de capacités de 2 449 maîtres artisans

Les acteurs institutionnels n'ont pas été laissés de côté. 3 578 partenaires nationaux ont bénéficié d'un renforcement de compétences en méthodologie TREE (*Training for Rural Economic Empowerment*) et diverses thématiques liées à l'apprentissage informel. Ils ont également pu apprendre les modalités de transformer l'apprentissage informel en formation professionnelle formelle. Afin d'enrichir encore

plus les acquis des acteurs institutionnels, des voyages et ateliers d'échanges ont été organisés.

L'emploi rural, à travers la promotion des opportunités, a connu une envolée notable. Le système d'apprentissage informel s'est enrichi d'une démarche novatrice assurant sa mutation progressive en un système de formation professionnelle garantissant l'emploi des jeunes à la fin de leur cursus.

# PNUD - L'auto emploi

## Une des solutions au chômage des jeunes



Rodrigue, un jeune entrepreneur agricole (Photo: PNUD Bénin)

Rodrigue, la trentaine, est un jeune entrepreneur agricole vivant à Attogon, à environ une heure de route de Cotonou, capitale économique du Bénin. Ce fils d'enseignant, n'a jamais rêvé de devenir fonctionnaire de l'Etat. « Devenir un Chef d'entreprise a toujours été mon ambition. J'ai la ferme conviction que l'on est mieux payé que par soi-même », raconte-t-il.

Aujourd'hui, son rêve de Chef d'entreprise s'est réalisé. Il exploite depuis 2013 une ferme d'une superficie de 3,5 ha pour la production et la commercialisation de la papaye solo et quelques cultures vivrières comme le maïs, le piment et autres. Après deux campagnes de production, il a pu faire des recettes annuelles d'un montant de 4 millions Francs CFA, soit 50 000 dollars US. Il emploie 12 ouvriers, qui gagnent chacun en moyenne un revenu mensuel de 40 000 Francs CFA (80 de dollars US).

Rodrigue fait partie des 500 jeunes formés dans le cadre du Projet de Promotion de l'Entrepreneuriat Agricole pour la transformation socio-économique des zones rurales (PPEA), appuyé par le Gouvernement du Bénin pour un montant de 51 millions de dollars US et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui apporte un financement

additionnel de 1,5 million de dollars US. Ce projet vise à trouver des solutions adaptées aux problèmes de chômage et de sous-emploi des jeunes, promouvoir la création d'emplois décents à travers la promotion de l'entrepreneuriat, du développement des filières agricoles et un meilleur accès aux services financiers, aux marchés et aux technologies appropriées.

Après leur formation technique à Songhaï pour une période de six mois, ces jeunes sont placés en incubation sur les sites PPEA de Kétou et de Zagnanado pour se familiariser aux réalités de l'auto emploi, puis reçoivent un kit d'installation, afin de commencer à entreprendre leurs activités.

Si Rodrigue a choisi la production de la papaye solo, c'est parce que la demande est très forte sur le marché et aussi à cause de ses qualités nutritionnelles et thérapeutiques. Il en produit chaque année des dizaines de tonnes et ambitionne de devenir le producteur numéro 1 et exportateur au Bénin.

Sur les 500 jeunes gens et jeunes filles formés par le PPEA, 163 se sont installés à leur propre compte. Mais, l'accès au financement constitue un frein majeur à l'éclosion de leurs entreprises. L'accompagnement à l'installation d'une valeur de 500 000 Francs CFA (400 000 Francs CFA en équipements agricoles et 100 000 Francs CFA pour fonds de roulement) qui leur a été apporté par le projet, leur a permis de démarrer leurs activités. Cet acquis de démarrage a été capitalisé dans les démarches auprès des Systèmes de Financement Décentralisés (SFD) pour le financement de l'extension de leurs entreprises.

Par ailleurs, les Centres d'affaires, *Business Promotion Center* installés dans les grandes villes du Bénin comme Cotonou, Porto-Novo, Lokossa, Abomey Calavi, Parakou, Lokossa et Natitingou, les ont aidés à élaborer leurs plans d'affaires. Le couronnement de tout ce processus a été l'octroi en novembre 2014 de crédit à un groupe de 37 jeunes pour la réalisation de leurs projets. Le crédit reçu par chacun s'élève jusqu'à 5 millions de Francs CFA avec taux d'intérêt préférentiel de 6% par an par l'intermédiaire des SFD, partenaires du Fonds National de Promotion de l'Entreprise et de l'Emploi de jeunes (FNPEEJ).

Avec ses revenus, Rodrigue compte continuer l'extension de sa ferme et mettre en place un système d'irrigation goutte à goutte pour une production de papaye à plein temps.



PAM – Journée Internationale de la Femme

## Les présidentes de comité de gestion des cantines scolaires à l'honneur



Délégation du PAM avec le personnel enseignant et les femmes membres du CGCS de l'EPP d'Awonou  
(Photo: PAM Bénin)

La célébration de la Journée Internationale de la Femme (JIF), édition 2015, a été marquée au PAM par des visites effectuées le mardi 10 mars 2015 dans deux écoles primaires publiques (EPP) au Nord et au Sud du pays, bénéficiaires de l'assistance alimentaire. Il s'agit de l'EPP d'Awonou dans la commune d'Adjohoun et de l'EPP de Bourandou dans la commune de Bembèrèkè dont les comités de gestion des cantines scolaires (CGCS) sont dirigés par des femmes.

L'objectif principal de ces visites était d'encourager le leadership des femmes présidentes des Comités de Gestion des Cantines Scolaires à travers une séance d'échanges, de sensibilisation et de plaidoyer en faveur de la promotion du genre.

Toutes les allocutions ont abordé le thème principal de la JIF 2015 qui est « Autonomisation des femmes, autonomisation de l'humanité : Imaginez ». A ce titre, la Chargée de Bureau a souligné que « les femmes doivent prendre part au développement à tous les niveaux. On ne peut en effet pas penser au développe-

ment du Bénin en laissant de côté 52% de sa population ».

Au cours de cette journée, les parents d'élèves ont témoigné que ce sont les femmes qui, suite à un vote libre, occupent les fonctions de Présidente et de Trésorière et ce, malgré les pesanteurs socio-culturelles. Ce changement a permis une amélioration dans la gestion de la cantine.

La cérémonie s'est clôturée par une remise de dons aux écoles, composés d'ustensiles de cuisine et de gobelets. La Chargée de Bureau du PAM a repris les termes de la Directrice Exécutive du PAM à l'occasion de la JIF 2015 : « Nous ne pourrions atteindre la *Faim Zéro* dans le monde que lorsque les femmes, les filles, les hommes et les garçons auront les mêmes opportunités, un accès aux ressources égal, et pourront participer aux décisions qui façonnent le monde dans lequel ils vivent. Imaginez le futur ».

## Pour une amélioration durable de la sécurité alimentaire



*Une famille bénéficiaires du projet PA3D (Photo: UNCDF)*

Le Fonds d'Équipement des Nations Unies (UNCDF) est l'agence d'investissement des Nations Unies pour les 48 pays les moins avancés du monde. Il crée de nouvelles opportunités pour les populations pauvres et leurs entreprises en améliorant l'accès à la microfinance et aux capitaux d'investissement. Au Bénin, 10 ans d'interventions soutenues par le Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire et le PNUD ont permis à l'UNCDF d'accompagner 7 communes du Borgou pour améliorer de façon durable la sécurité alimentaire des femmes et autres groupes vulnérables.

Dans le cadre du projet d'appui à la décentralisation, à la déconcentration et au développement économique local, 101 investissements ont été financés. Ceci a permis de sensibiliser plus de 2 500 personnes sur les aspects nutritionnels et la sécurité alimentaire.

Huit unités de transformation agro-alimentaire ont été mises en place. Il s'agit de machines à petite échelle permettant de transformer les produits agricoles comme le soja ou le manioc.

31 familles ont bénéficié d'investissements individuels dans le

domaine du petit élevage. L'investissement a permis d'exploiter 19 périmètres maraichers. La culture de légumes a permis de dynamiser les filières agricoles des communes, contribuant ainsi aux quatre piliers de la sécurité alimentaire, à savoir, disponibilité, accès, stabilité et utilisation.

Dans le cadre du système de « warrantage », 20 magasins de stockage ont été mis en place pour permettre aux membres d'obtenir un prêt en mettant en garantie un produit agricole non périssable et susceptible d'augmenter de valeur entre le moment de la récolte et la période de vente. Ce système a démontré un impact prometteur sur la dynamique des filières alimentaires. Rien qu'en 2014, la campagne a permis d'injecter sous forme de crédit 700 000 dollars US dans l'économie locale.

Les femmes sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire parce qu'elles n'ont pas accès aux meilleures terres et moyens de production. Le projet a permis d'atteindre des résultats louables en matière d'intégration du genre. Grâce au ciblage prioritaire des femmes pour les investissements socio-économiques, plus de la moitié des 3 200 bénéficiaires ont été des femmes.



# L'enseignement et la formation techniques et professionnels à l'agenda

Le programme de l'UNESCO Education pour Tous (connu également sous *Education for All* ou EFA) est axé sur : la politique et la planification sectorielle ; l'alphabétisation et l'éducation non formelle ; la politique de formation des enseignants ; l'enseignement, la formation technique et professionnelle (EFTP). Au Bénin, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'EFTP, l'UNESCO, à travers le programme de renforcement des capacités pour l'Education pour Tous (CapEFA), appuie le Gouvernement. Il s'agit d'un programme financé par les ressources extra-budgétaires en provenance des pays tels que le Danemark, la Finlande, la Suède, la Norvège et autres. Avec le Bénin, trente-trois pays bénéficient du programme.

Depuis mi-2013, les acteurs nationaux béninois et les experts du BIT et de l'UNESCO orientent principalement leurs efforts sur l'EFTP. En effet, pour le triennal 2013-2015, la politique éducative du Bénin fixe un ensemble d'objectifs à chacun des sous-secteurs du système parmi lesquels l'EFTP, érigé au rang de seconde priorité après l'enseignement primaire. Selon la revue de politique faite par le BIT et l'UNESCO (juin 2011) sur l'EFTP, il ressort que le Bénin est caractérisé par une population jeune (50% de la population a moins de 15 ans, 40% vivant en milieu rural), en croissance rapide (+3,2% par an) et dont le niveau de pauvreté reste important (supérieur à 40% en milieu rural). Le diagnostic posé lors de la revue est caractérisé par une offre de formation peu diversifiée et inadaptée aux besoins du marché du travail. Le dispositif, en infrastructures inégalement réparties à travers le pays, ne permet pas de répondre en quantité et en qualité à l'ensemble des besoins en compétences de l'économie des secteurs d'activités formel et informel, et manque d'une capacité institutionnelle solide permettant d'éclairer les décisions politiques.

De nombreux défis sont liés à la mise en œuvre du programme CapEFA surtout qu'il vise à répondre aux besoins d'un cadre formel d'échanges entre les professionnels des secteurs économiques de la branche BTP



*Atelier de formulation et de validation du plan d'actions issues du rapport d'évaluation du système d'information statistique pour l'éducation au Bénin (Photo: UNESCO Bénin)*

d'une part, et entre professionnels du domaine et les formateurs d'autre part. A travers le programme, un réseau intersectoriel a été mis en place pour promouvoir l'EFTP. Il réunit la société civile, les partenaires techniques et financiers ainsi que les organisations informelles. Aussi, le programme ambitionne de développer la capacité et les outils d'analyse et d'écoute du marché du travail; et de développer une ingénierie de formation de qualité. A cet effet, un guide normatif et inclusif appliqué à deux dispositifs de développement en compétences dans les secteurs BTP et agro-alimentaire sera élaboré.

## Résultats du CapEFA

- ☞ Cartographie des champs d'intervention des PTFs intervenant dans l'EFTP au Bénin
- ☞ Evaluation du système d'information statistique pour l'éducation au Bénin
- ☞ Audit du dispositif des producteurs et utilisateurs des données statistiques sur la demande en compétences et les besoins en demandes de compétences du sous secteur EFTP
- ☞ Renforcement de capacités des acteurs nationaux pour une pérennisation des actions de CapEFA
- ☞ Développement d'une plateforme d'échanges entre les acteurs du sous-secteur (Ministère, partenaires techniques et financiers, ONG, etc.)

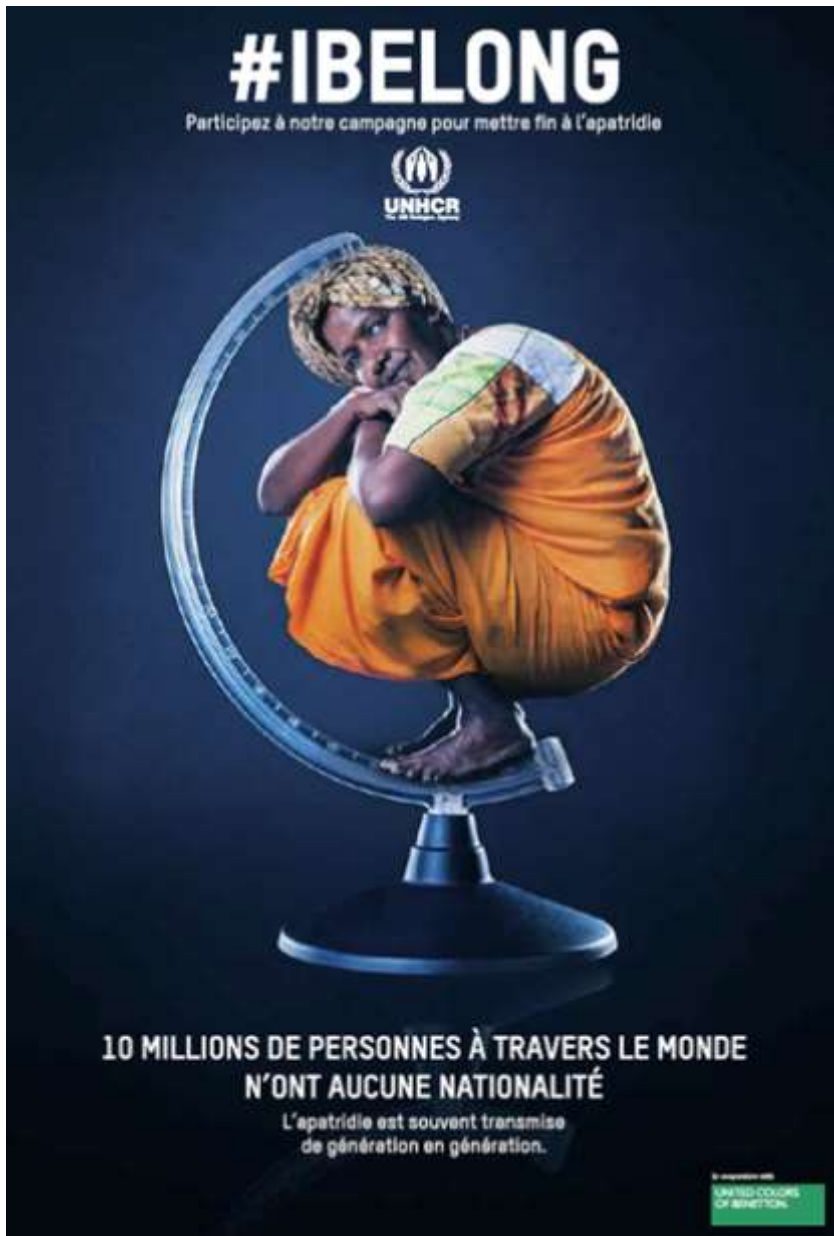
Pour plus d'information, consultez

[www.capefabenin.org](http://www.capefabenin.org)



UNHCR

# Bénin, premier pays d'Afrique engagé dans la lutte contre l'apatridie



Un poster de l'UNHCR sur la campagne « J'appartiens » pour mettre fin à l'apatridie

Le Bénin a adhéré en décembre 2011 à la Convention de 1954 relative au statut d'apatride ainsi qu'à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie. Suite au séminaire de Saly (Sénégal) sur l'apatridie organisé par l'UNHCR en novembre 2013, une équipe composée du Gouvernement béninois, du HCR, de la société civile et des médias est constituée. L'équipe a élaboré une feuille de route aux fins d'identifier des situations de risque d'apatridie au

Bénin, de sensibilisation de la population et des acteurs clés, ainsi que l'amélioration des cadres juridique et administratif liés à la nationalité. Depuis mars 2014, elle mène des études de terrain dans les régions où des populations à risque d'apatridie ont été identifiées.

Aujourd'hui à travers le monde, plus de 10 millions de personnes sont apatrides. Dans la sous-région, on dénombre plus de 750 000 apatrides. Ces chiffres sont essentiellement ceux de la Côte d'Ivoire car, en dehors de ce pays, aucune statistique n'est disponible. Au Bénin, les données actuelles font état de 2000 apatrides sur « l'île aux oiseaux » (localité de Karimama) rendue au Bénin suite à la décision de la Cours Internationale de Justice (CIJ) en 2005 au sujet du différend frontalier avec le Niger sur l'île de Lete.

Depuis le 4 novembre 2014, à l'occasion du soixantième anniversaire de la Convention de 1954, l'UNHCR a lancé une campagne mondiale d'éradication de l'apatridie. Dans une lettre ouverte que le bureau a partagée avec toutes les agences, le Haut-Commissaire exhorte les dirigeants du monde entier à prendre des mesures au cours de la prochaine décennie, en vue d'éradiquer l'apatridie.

Au Bénin, l'événement a été marqué par la validation d'un plan d'action national d'éradication de l'apatridie lors d'une réunion de haut niveau le 20 novembre 2014. Ce plan traduit l'engagement politique du Gouvernement béninois à éradiquer le phénomène de l'apatridie. Il énonce une série d'actions visant à lutter définitivement contre le fléau. Par cet acte, le Bénin s'est inscrit parmi les trois premiers pays du monde et le premier en Afrique engagé contre l'apatridie.

# Evènements

## Signature du Plan de Travail Annuel 2015 de l'UNDAF



Le 13 février 2015, le Ministre du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective, Monsieur Marcel Alain de Souza, et le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (SNU) au Bénin, Madame Rosine Sori-Coulibaly (sur la photo à gauche), ont procédé à la signature du plan de travail annuel 2015 du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF) du Bénin. Ce plan de travail conjoint s'inscrit dans la mise en œuvre de la réforme *Unis dans l'action* et marque l'engagement de l'Equipe pays à travailler ensemble aux côtés du Gouvernement pour la cohérence et la transparence des actions du Système des Nations Unies au Bénin. (Photo: PNUD Bénin)

## Célébration de la Journée Internationale de la Femme



Célébrée sous le thème « **Autonomisation de la femme, Autonomisation de l'humanité : Imaginez!** », la Journée Internationale de la Femme a été marquée par plusieurs activités au Bénin, entre autres, la célébration officielle sous le haut patronage du Président de la République et le forum sur la femme béninoise ayant eu lieu les 6 et 7 mars 2014.

**Photo en haut à gauche** : le Président de la République S'adresse aux participants à la cérémonie officielle

**Photo en haut à droite** : Mesdames la Coordonnatrice du SNU et le Ministre en charge de la Famille encouragent l'artiste Miss Espoir

**Photo à droite** : Le Représentant de l'UNFPA aux côtés du Commissaire responsable de l'OCPM pendant la séance de simulation de la mise en œuvre des *Standards Operation Procedures* (SOPs). (Photos: UNFPA Bénin)





# Journée Mondiale de la Santé



Lors de la célébration de la Journée Mondiale de la Santé, la Ministre de la Santé, le Professeur Dorothee A. Kinde Gazard, a appuyé ses propos sur l'importance des cinq clés pour des aliments plus sûrs qu'elle a déclinées pour mieux délivrer son message d'information et de sensibilisation du public.

## Clé 1

L'habitude de la propreté à développer en toutes circonstances face aux aliments pour éloigner les micro-organismes dangereux qui provoquent des maladies.

## Clé 2

La nécessité de séparer les aliments crus des aliments cuits tout en leur assurant une bonne conservation en un endroit sain.

## Clé 3

Bien cuire les aliments en particulier, la viande, la volaille, les œufs et le poisson car une bonne cuisson élimine la plupart des micro-organismes dangereux.

## Clé 4

Maintenir les aliments à bonne température pour éviter la circulation et la prolifération des micro-organismes.

## Clé 5

Utiliser de l'eau propre et des produits sûrs pour écarter tout risque de contamination.

Un débat sur la sécurité sanitaire des aliments a été organisé avec l'appui de l'Ecole de Nutrition de la Faculté des Sciences de la Santé (FSS). Les panélistes ont été issus des structures telles que CTB, ABSSA, DSME, Ecole Nutrition/FSS et Ligue Défense Consommateurs. Ils ont expliqué les tenants et les aboutissants d'une saine alimentation par le respect des cinq clés pour des aliments plus sûrs. Ils regrettent l'absence d'une législation pour assurer la sécurité sanitaire des aliments et interdire la libre circulation de certains aliments et boissons énergisants qui provoquent diverses maladies graves dont les cancers. Le Ministre de la Santé a pris l'engagement d'accompagner les associations et ligues de consommateurs dans ce combat juridico-législatif au profit de l'ensemble de la population. (Photos: OMS Bénin)



## Agenda

Dans la prochaine édition de « Le Trait d'Union », vous aurez plus d'information et de photos sur la cinquième édition du tournoi de foot-ball inter Ambassade, consulats et organisations internationales.

Notez également quelques journées mondiales du deuxième trimestre.

**25 avril 2015** : Journée Mondiale de lutte contre paludisme

**5 juin 2015** : Journée Mondiale de l'environnement

**Du 11 au 13 juin 2015** : Forum sur « Les 1000 premiers jours de vie : Les défis de la malnutrition chronique au Bénin »

**12 juin 2015** : Journée mondiale de lutte contre le travail des enfants

**16 juin 2015** : célébration de la Journée de l'Enfant Africain sous le thème « 25 ans après l'adoption de la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant : Accélérons nos efforts pour éliminer les mariages des enfants en Afrique »

**20 juin 2015** : Journée mondiale des réfugiés



# UNFPA - Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD)

## Le Bénin réaffirme son engagement



*Le présidium avec le Ministre du Développement, entouré de ses collègues et des Représentants de UNFPA Bénin et Togo (Photo: UNFPA Bénin)*

Le 19 février 2015, le Ministre du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective, Monsieur Marcel de SOUZA, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), a organisé une séance d'échanges sur les résultats de l'examen du Programme d'action de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) au-delà de 2014 à l'hôtel Azalaï de Cotonou. Cette séance, qui a regroupé une centaine de participants, a connu la présence des personnalités ci-après : Monsieur Antonin DOSSOU, Ministre en charge de l'Evaluation des Politiques Publiques, Madame Naomie Azaria, Ministre de la Famille, Professeur Fulbert Amoussouga Gero, Ministre en charge des OMD-ODD, Docteur Justin Koffi et Docteur Koudaogo Ouedraogo, respectivement Représentants de l'UNFPA au Togo et au Bénin.

Après avoir mis en exergue le caractère participatif du processus d'examen de la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD et les progrès réalisés par le Bénin, le Directeur Général des Politiques de Développement a insisté sur les différents piliers du Cadre d'actions de la CIPD au-delà de 2014. Ce cadre d'actions s'articule autour de cinq piliers, à savoir : la bonne santé, la dignité et les

Droits Humains, la sécurité du milieu/mobilité dans l'espace, la bonne gouvernance, la durabilité.

Tirant les implications de ces conclusions pour le Bénin, il a souligné quelques défis que sont : les Investissements constants dans la santé des femmes, des adolescents(es) et des jeunes ; la promotion des politiques économiques et sociales en faveur de la jeunesse fondées sur les droits complets (éducation, santé, emplois décents) pour créer et tirer parti du dividende démographique ; la prise en compte de l'évolution de la dynamique de population et ses interrelations avec la demande sociale dans les politiques de développement.

Les participants, en appréciant les conclusions de l'examen du Programme d'action de la CIPD au-delà de 2014 ont souligné l'importance des questions de population, notamment la dynamique démographique dans la planification du développement. Ils ont souligné la nécessité de la poursuite du Programme d'action de la CIPD au-delà de 2014. Dans cette perspective, la dynamique actuelle de la population appelle une harmonisation et un renforcement des politiques publiques orientées vers le bénéfice du dividende démographique par le Bénin.

# OMS – Journée Mondiale de la Santé

## Assurer la sécurité sanitaire de nos aliments pour garantir notre santé



La Ministre de la Santé (troisième à partir de gauche) entourée par la Coordinatrice Résidente du SNU et des Représentants de la FAO et du PAM (Photo: OMS Bénin)

L'édition 2015 de la Journée Mondiale de la Santé a été présidée par la Ministre de la santé, Professeur Dorothée A. Kinde Gazard, entourée des Chefs d'Agences du Système des Nations Unies au Bénin, Madame Rosine SORI Coulibaly, Coordinatrice Résidente, Messieurs Tiémoko YO et Housainou TAAL, respectivement Représentants de la FAO et du PAM. Le Représentant de la FAO ayant agi en lieu et place de celui de l'OMS empêché. La Coopération Technique Belge (CTB), ayant accompagné une partie des activités, a également été représentée.

Les messages transmis lors de la cérémonie ont mis l'accent sur la nécessité de continuer le combat contre les micro-organismes nuisibles à la santé par faute de propreté et de soins adéquats non apportés aux aliments que nous consommons. A ce propos, le Professeur Wassi Adjibabi, Vice Doyen de la Faculté des Sciences de la Santé (FSS), a affirmé que son établissement soutiendra la campagne d'information et de sensibilisation du public.

Au nom du Dr Youssouf Gamatie, Représentant de l'OMS, Monsieur Tiémoko Yo a souligné le besoin urgent pour les organisations gouvernementales, les entreprises d'alimentation et de restauration et les consommateurs, de mettre en place, des mesures qui amélioreront la sécurité sanitaire des aliments du point de production à celui de la consommation. En citant l'OMS, il a expliqué

que les aliments impropres à la consommation entraînent la mort de 2 millions de personnes par an dans le monde y compris en Afrique. Les nourrissons, les femmes enceintes, les jeunes enfants, les personnes âgées et celles qui sont porteuses d'une maladie sous-jacente, sont particulièrement vulnérables. En 2014, 100 000 cas de choléra ont été notifiés dans 22 pays et ont causé plus de 1 700 décès. Cette année, dans 13 pays, 13 000 cas ont été notifiés et plus de 200 personnes ont succombé à la maladie. Les causes d'origine de ces décès et cas de choléra sont principalement les aliments contaminés par

des bactéries, des virus, des parasites ou des substances chimiques nocives qui peuvent provoquer toute sorte de problèmes de santé. Plus de 200 maladies dont la fièvre typhoïde, les diarrhées et les cancers entre autres sont causées par ces micro-organismes dangereux.

Le Représentant de la FAO, agissant au nom de son collègue de l'OMS, a lancé un appel à tous d'adopter des pratiques hygiéniques de base lors de l'achat, de la vente et de la préparation des aliments, pour protéger leur santé et celle de la population. Il a terminé ses propos en indiquant que l'OMS poursuivra sa collaboration avec la FAO, l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE) et d'autres partenaires pour veiller à ce que, dans la Région africaine, les aliments soient sains « de la ferme à l'assiette ».

La Ministre de la Santé a remercié l'OMS pour avoir identifié des outils adéquats à l'information et à la sensibilisation des populations sur les bonnes pratiques liées à la sécurité sanitaire des aliments. Elle a appuyé ses propos sur l'importance des cinq clés pour des aliments plus sûrs qu'elle a déclinées pour mieux délivrer son message d'information et de sensibilisation du public (voir page 11). Elle a profité de l'occasion pour inviter les étudiants, les acteurs de l'alimentation, ceux de la restauration, les associations de consommateurs et les fermiers à vulgariser ces cinq clés pour des aliments plus sûrs dans tous leurs réseaux.

UNICEF

## Angélique Kidjo s'engage en faveur des enfants déscolarisés du Bénin



*Angélique Kidjo discute avec Ulrich, Chantal et Aubierge au centre de seconde chance à Zakpota, Bénin (Photo: UNICEF Bénin)*

L'Ambassadrice de bonne volonté de l'UNICEF, Angélique Kidjo, a visité le 8 janvier dernier le centre du Programme de Cours Accélérés (PCA) de Zakpota, commune située au centre du Bénin. Elle était accompagnée de la Représentante de l'UNICEF au Bénin, Dr Anne Vincent, et de l'Ambassadeur des Etats-Unis au Bénin, M. Michael Raynor.

La star de la chanson a appelé tous les acteurs politiques et la société civile à garantir aux enfants hors de l'école la possibilité d'intégrer une scolarité normale par l'établissement d'écoles dites « de la seconde chance ». Le curriculum de ces centres permet l'apprentissage accéléré des connaissances de base pour lire, écrire et compter afin d'être diplômé du Certificat d'Etude Primaire (CEP). Au cours de sa visite, elle a pu discuter avec les enfants et les animateurs du PCA, ainsi que le maire de Zakpota.

« Je suis heureuse d'être dans mon pays, le Bénin, et enthousiaste à l'idée de faire campagne pour que les enfants aillent à l'école », a dit Angélique Kidjo.

La Représentante de l'UNICEF au Bénin, Dr Anne Vincent a pour sa part affirmé que « l'objectif de ce programme est de corriger les inégalités et d'établir plus d'équité en faveur des enfants vulnérables et des enfants les plus défavorisés ».

Une étude de l'UNICEF estime qu'au Bénin, 700 000 adolescents âgés de 10 à 17 ans sont hors de l'école. A ce jour, il existe 38 centres implantés dans 18 communes du Bénin, pour un effectif total de 2 400 adolescents dont plus de 80% de filles. En 2015, neuf nouvelles communes s'ajouteront au programme, ce qui portera le nombre de centres à 56.



# Mobiliser 163 millions de dollars US auprès du Fonds Mondial

Le Bénin a entrepris la réforme de son Instance de Coordination Nationale (connu sous le sigle CCM ou *Country Coordination Mechanism*) pour être conforme aux critères de financement du Fonds Mondial et pouvoir bénéficier de ses ressources. Un Comité de Pilotage a été mis en place pour accompagner le processus de réforme. Ainsi, des nouveaux membres de CCM seront élus et un nouveau Bureau sera mis en place.

Ce mois d'avril 2015, le Bénin envisage de soumettre trois notes conceptuelles sur le VIH/Sida, la tuberculose et le

paludisme au Fonds Mondial pour mobiliser une totalité de 163 millions de dollars US pour la période 2015-2017. Ces notes conceptuelles tiennent compte du nouveau cadre de financement des trois maladies et du renforcement du système de santé. A ce titre, le Bureau Pays ONUSIDA, aux côtés des autres partenaires, contribue activement à la mobilisation de l'appui technique nécessaire pour accompagner le Bénin dans l'élaboration des Notes Conceptuelles ainsi qu'à la réforme du Conseil National de Coordination et d'Orientation (CNCO).

## Brèves

### Appui à l'élaboration du rapport sur le Suivi de la Déclaration Politique de 2011 sur le VIH

En Juin 2001, lors de la Session Spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le VIH/Sida, révolutionnaire à bien des égards, les Gouvernements de 189 États Membres ont adopté la Déclaration Politique d'engagement sur le VIH/Sida qui reflète un consensus mondial sur un cadre de travail complet pour atteindre l'Objectif du Millénaire pour le Développement n°6, à savoir, stopper la propagation du VIH/Sida et commencer à inverser le cours de l'épidémie d'ici 2015.

Pour permettre au Bénin de démontrer ses réalisations et être au rendez-vous avec l'histoire de la lutte contre le VIH/Sida, l'élaboration du rapport de progrès 2015 constitue une priorité. Ainsi, l'ONUSIDA appuie financièrement le secrétariat permanent du Comité National de Lutte contre le Sida afin de produire un document reflétant la réponse nationale en 2014 avec la participation de tous les acteurs de la lutte.

### Rapport NASA/REDES (*National Aids Spending Assessment/ Ressources et Dépenses de Lutte contre le VIH/Sida*) 2014

La diversité des acteurs et des sources de financement a conduit les Nations Unies à réaliser un outil pour la traçabilité des moyens financiers injectés dans la lutte contre le VIH/Sida dans chaque pays. Ainsi, l'exercice NASA/REDES, mené chaque année depuis 2008 avec l'appui de l'ONUSIDA, a été exécuté au cours du premier trimestre dans un environne-

ment participatif afin de permettre l'élaboration d'un rapport rassemblant autant que possible la réalité des mouvements financiers.

### Joint Programme Monitoring System (JMPS):

Un nouvel outil de reporting du programme conjoint de système de suivi (JPMS) a été mis en place cette année. Les points focaux VIH des agences ont été formés sur l'utilisation de cet outil. Le rapport JPMS a été élaboré de façon participative à travers des séances d'aide au remplissage. La version consolidée du rapport a été soumise le 20 février 2015.

## Évènements prévus pour le deuxième trimestre 2015

☞ La tenue des ateliers GARPR et NASA qui auront lieu au cours du mois d'avril 2015.

☞ 29 mars - 12 avril

Mise en place de 4 sites de dépistage en faveur des travailleurs à Cotonou et Porto – Novo, dans le cadre du projet *VCT@work* du BIT en partenariat avec ONUSIDA. L'objectif est de permettre à cinq millions de travailleuses et de travailleurs de bénéficier des services de conseils et de dépistage du VIH, volontaires et confidentiels, d'ici à décembre 2015.

## Une mission pour évaluer l'état des lieux au Bénin



*El Hadj Issa Azizou, Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, MAEP (en blanc au milieu) à côté de Dr Tiemoko Yo, Représentant Résident de la FAO, entouré des membres du cabinet (MAEP) et des experts de la FAO. (Photo: FAO Bénin)*

Une mission de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), composée de quatre experts venant du Centre de Gestion de crise – santé animale (CMC-AH), a séjourné au Bénin du 22 au 28 février 2015 pour évaluer le niveau de préparation du pays vis-à-vis du risque d'introduction du virus influenza hautement pathogène (IAHP) H5N1, et appuyer le pays dans la prévention et aussi dans la riposte en cas d'apparition d'un foyer de grippe aviaire.

Les experts ont fait le constat d'un système de contrôle frontalier et intérieur défaillant. Les points de vente des poussins d'un jour au statut vaccinal inconnu, de volailles adultes et d'œufs de consommation en provenance du Nigéria par voie routière se multiplient.

De plus en plus de personnes pratiquent les petits élevages familiaux les prix des poussins importés ayant chuté de 200 francs CFA à 75 francs CFA pour les poussins coquelets et de 1000 francs CFA à 300 francs CFA pour les poussins pondeurs.

Les experts ont eu l'opportunité de tenir des séances de travail avec le Directeur de la Production Animale,

délégué national de l'OIE, les responsables de l'Agence Béninoise de Sécurité Sanitaire des Aliments (ABSSA), le personnel technique des laboratoires vétérinaires de Bohicon et Parakou, les représentants des organisations d'éleveurs de volailles, l'Union Nationale des Aviculteurs Professionnels (UNAP), l'Interprofession Avicole du Bénin (IAB), les vétérinaires privés. Ce qui leur a permis d'observer un niveau de communication insuffisant avec la faiblesse du niveau de sensibilisation et d'information des éleveurs et des professionnels des Services du Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche (MAEP) sur la situation qui prévaut au Nigéria

sur les pratiques préventives telles que la biosécurité dans les élevages, les marchés, etc., la sous-utilisation du réseau de surveillance épidémiologique (RESUREP).

Au terme de la mission, les experts ont dressé une liste de cinq recommandations pour la prévention de la grippe aviaire et la riposte au cas échéant.

Ainsi, le Bénin avec l'appui des partenaires techniques et financiers doit mettre à jour le Plan d'Intervention d'Urgence (PIU), notamment dans son volet coordination des différents acteurs; tenir compte des recommandations des missions d'évaluation des écarts par rapport aux standards internationaux (PVS) de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE) dans l'organisation/restructuration des Services vétérinaires avec notamment la restauration d'une chaîne de commande directe sous l'autorité du délégué de l'OIE; renforcer les capacités de contrôle et de surveillance y compris les laboratoires ; élaborer une stratégie de communication ciblée et adaptée à la situation épidémiologique notamment envers les professionnels de la filière avicole et renforcer la concertation sous régionale.

# SNU Bénin - le personnel du trimestre



Rosine Sori-Coulibaly  
Coordonnateur  
Résident du SNU et  
Représentant  
Résident du PNUD

Elle a présenté ses lettres d'accréditation au Président de la République, le Dr Boni Yayi, le 12 août 2014. Avant de rejoindre le Bénin, elle a été en poste au Burundi en tant que Représentante spéciale adjointe du Secrétaire Général des Nations Unies au sein du Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB), Coordinatrice résidente du Système des Nations Unies (SNU), Représentante Résidente du PNUD et Coordinatrice humanitaire (2011 - mai 2014). Elle a été Coordinatrice résidente du SNU et Représentante résidente du PNUD au Togo (2006-2011).

Avant d'entrer aux Nations Unies, elle a occupé la fonction d'Economiste au Ministère de la planification et du développement économique du Burkina Faso et membre du Conseil Social et Economique. Elle a été également chargée de cours à l'École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) et membre de plusieurs organisations de défense des Droits Humains et pour l'émancipation des femmes.

Elle a également exercé plusieurs fonctions à l'ONU, à savoir, Consultante auprès du Département des affaires économiques et sociales, puis Economiste hors classe au PNUD au Burundi et au Bénin et Représentante Résidente Adjointe en Mauritanie.

De nationalité Burkinabé, elle est titulaire d'un DESS (Diplôme d'Etude Supérieure Spécialisée) en économie du développement de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, au Sénégal et d'un Diplôme de 3<sup>ème</sup> cycle en macroéconomie et planification de l'Institut des Nations Unies pour le développement économique et la planification. Elle est mariée et mère de deux enfants.



Marie-Margarète Molnar  
Directrice Pays de  
l'ONUSIDA

Directrice Pays de l'ONUSIDA Bénin depuis le 14 Octobre 2014, elle est titulaire d'un diplôme de troisième cycle en Méthodes Statistiques, Épidémiologiques et Opérationnelles en Santé Publique obtenu en Belgique en 2003 après un premier cycle en Médecine et un second cycle en Santé publique. Elle dispose de 14 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la santé publique avec un focus sur le VIH et la drogue.

De 2000 à 2005, Madame Molnar a assumé la fonction de Chargée de Projet à EUROTOX, l'Observatoire Alcool Drogue de la Communauté Française de Belgique, durant laquelle, elle a développé un système de surveillance de l'abus de drogue basé sur les cinq indicateurs standards recommandés par l'Observatoire Européen des Drogues et Toxicomanies (OEDT).

Elle a rejoint les Nations Unies en 2005 et a été basée au Bureau Régional de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre à Dakar au Sénégal. Elle a occupé le poste de Coordinatrice Régionale de projet Santé avant de devenir Conseillère régionale VIH/SIDA en 2010. Elle a joué un rôle actif dans au sein de l'équipe régionale conjointe des Nations Unies sur le Sida (JURTA) facilitée par l'ONUSIDA. En janvier 2014, elle a pris fonction auprès du Bureau Régional de l'ONUSIDA pour l'Afrique Australe à Pretoria en Afrique du Sud.

Elle a contribué à l'élaboration des stratégies et des politiques régionales et nationales factuelles et à mettre en œuvre des programmes ciblant les populations clés, en particulier les personnes qui s'injectent des drogues et des prisonniers. Entre 2007 et 2012, elle a eu l'opportunité d'effectuer plusieurs missions sur le terrain au Bénin en vue d'assister le Gouvernement dans divers projets sur le VIH et la santé. Elle est mariée et mère de trois filles.



Docteur Anne Vincent

## Représentante de l'UNICEF

Docteur Anne Vincent a pris fonction au Bénin le 26 septembre 2011. Docteur en Médecine et Spécialiste en Hématologie et en Pédiatrie de la Faculté de Médecine de l'Université de Montpellier, en France, elle est également titulaire d'un diplôme de Médecine Tropicale de l'Institut Prince Léopold d'Anvers, en Belgique. En 1995, elle a obtenu une maîtrise de Santé Publique à l'Ecole de Santé Publique de l'Université de Harvard à Boston, aux Etats Unis. Elle est de nationalité Française.

Au Bénin, Mme Vincent a dirigé le groupe InfoCom du Système des Nations Unies pendant quatre années, et a été chef de file des acteurs du secteur de la Santé, de celui de l'Education, et a apporté également son leadership au Conseil National pour l'Alimentation et la Nutrition et l'initiative SUN.

Avant sa nomination, elle exerçait la fonction de Chef des Programmes de Survie et de Développement de l'Enfant à Djakarta en Indonésie, depuis 2007. Elle a débuté sa carrière à l'UNICEF en novembre 1996, en tant que Chef des Programmes Santé et Nutrition à Freetown, Sierra Leone. Elle est mère d'une fille de 13 ans.



Docteur Koudaogo Ouedraogo

## Représentant de l'UNFPA

Du Burkina Faso, il détient un Doctorat en médecine et un Master en Santé Publique du KIT Pays Bas. Avant d'arriver au Bénin, Dr Ouedraogo a été Représentant de l'UNFPA en Mauritanie et Représentant Adjoint en République Démocratique du Congo. Il a également été Conseiller Régional en matière de Santé de la Reproduction. Il a rejoint l'UNFPA en 2003 en tant que Chargé de programme sous-régional sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents et la prévention du VIH en Côte d'Ivoire, Mali et Niger.

En RDC, Dr Ouedraogo a été activement impliqué dans l'UNDAF et en Mauritanie dans la gestion du Groupe de Suivi & Evaluation de l'Equipe Pays. Il a co-présidé le comité programme conjoint SNU/Gouvernement en Mauritanie et y ainsi mené l'élaboration du

tout premier plan de travail conjoint du SNU. Au Burkina Faso, il a été activiste dans les Droits Humains. Ayant le Mooré comme langue maternelle, il parle l'anglais et le français. Il peut également parler le Dioula et comprend le Wolof. Comme loisir, il aime regarder le foot ou des documentaires sur la vie sauvage. Il est marié et père de quatre enfants, un garçon et trois filles.

Housainou Taal

## Représentant du PAM

Nommé Représentant du Programme Alimentaire Mondial (PAM) Bénin depuis Mars 2014, M. Housainou Taal travaille depuis plus de 20 ans pour le PAM. Il est Docteur en Etudes de Développement de l'Université de Sussex en Grande-Bretagne. Il a auparavant obtenu une Maîtrise en Economie Agricole à Oxford et une Licence en Etude de Développement à l'Université de Berkeley. M. Taal a travaillé pour le Ministère de l'Agriculture en Gambie, d'où il est originaire, ainsi que pour l'UNICEF et le Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA). Entré au PAM en 1994, il a été en poste à Rome et dans plusieurs pays d'Afrique notamment le Soudan, la Tanzanie, le Liberia, le Cameroun, la Sierra Leone et la République Démocratique du Congo. Il y a développé une expertise en gestion de programmes et des opérations avant d'être nommé Représentant du PAM pour la République Centrafricaine en 2011.



Docteur Youssouf Gamatie

## Représentant de l'OMS

Dr Youssouf GAMATIE a pris fonction le 12 novembre 2012 au Bénin. Titulaire d'un Doctorat d'Etat en Médecine, Chirurgie et Accouchement, il est spécialisé en Pédiatrie et a occupé plusieurs postes et responsabilités dans son pays, le Niger, tant au ministère de la santé qu'à l'Université Abdou Moumouni de Niamey où il a exercé en qualité d'enseignant chercheur. Il a à son actif, une vingtaine d'articles et a dirigé une quarantaine de thèses de doctorat en médecine.

Recruté à l'OMS en 2001, Dr Youssouf GAMATIE fut tour à tour, Conseiller pour la Santé de l'Enfant et de l'adolescent pour l'Afrique Centrale et les Grands Lacs ; Conseiller pour la santé de l'enfant et de l'adolescent pour l'Afrique de l'Ouest. Avant d'être le Représentant de l'OMS au Bénin, il a exercé la même fonction au Tchad, puis au Congo Brazzaville. Il a en effet présenté ses lettres de Cabinet au Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Béninois de l'Extérieur (MAEIA-BE), le 14 novembre 2012.



Yo Tiémoko

## Représentant de la FAO

Yo Tiémoko a plus de 25 années d'expérience professionnelle dans les domaines de la recherche, du développement agricole et de la coopération au niveau national, en Afrique et sur le plan international. Dans son pays, la Côte d'Ivoire, il a été Directeur Général du Centre National de Recherche Agronomique (CNRA), après en avoir assumé la Direction scientifique, puis la Direction Générale adjointe.

Au niveau de l'Afrique, Yo Tiémoko a œuvré dans le cadre du renforcement de la coopération entre les pays en matière de recherche et du développement agricole. Il a été Président du Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA) de 2010 à 2013.

Au niveau international, de 2008 à 2014, Yo Tiémoko a été membre des Conseils d'Administration de Centres internationaux de recherche et développement agricoles du Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (CGRAI), dont l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA) basé au Nigéria et AfricaRice au Bénin. Il a été membre du Conseil Consultatif du Fonds Commun des Produits de Base (CFC) basé à Amsterdam au Pays Bas de 2008 à 2012.

Depuis Février 2014, Yo Tiémoko a rejoint l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et est Représentant Résident de la FAO au Bénin depuis Mars 2014. Yo Tiémoko détient un doctorat en Sciences Biologiques et Agronomiques, d'un Diplôme d'Etudes Approfondies en Biologie de l'Université de Rennes (France), d'un Master en Agriculture tropicale de l'Université de Witzenhausen (Allemagne Fédérale). Il est marié et père de 4 enfants.

